

Libye : le parlement est pris d'assaut alors que les masses se soulèvent

Roberto Sarti
07 juillet 2022

Dans la soirée du vendredi 1er juillet, un soulèvement a éclaté dans toute la Libye. Le bâtiment du parlement à Tobrouk, en Cyrénaïque, a été pris d'assaut par les manifestants, et partiellement brûlé, après que les masses aient utilisé un bulldozer pour défoncer les portes du palais.

À Tripoli, le palais présidentiel a été encerclé par des milliers de manifestants. La police les a fait partir, et les manifestants se sont dirigés vers le siège du Premier ministre. Les forces de sécurité les ont repoussés en tirant en l'air, mais les protestations n'ont pas cessé. Samedi, des barricades ont été dressées sur les principales routes à l'est de la capitale, notamment à Tajoura. Des manifestations de masse ont éclaté dans toutes les grandes villes.

La population qui est descendue dans la rue, a une nouvelle fois brandi le plus célèbre slogan des soulèvements de 2011 : "Le peuple veut la chute du régime". À Benghazi, le fief de l'homme fort, le général Khalifa Haftar, des centaines de personnes ont scandé "Libye, Libye" et réclamé de meilleures conditions de vie. À Misrata, les manifestants ont tenté de pénétrer dans l'hôtel de ville.

Les jeunes et les travailleurs sont en première ligne. Ils protestent pour le paiement des salaires qui n'ont pas été versés depuis des mois, et pour l'électricité qui, en ces semaines de canicule, a été coupée pendant plus de 12 heures par jour, alors que les températures atteignaient 45 degrés. La crise alimentaire, avec la non-livraison de blé d'Ukraine, a également frappé le pays de plein fouet.

Les manifestants ont choisi de porter des gilets jaunes, symbole du mouvement de masse en France depuis 2018-19, montrant ainsi leur vision internationaliste. "On en a marre, on en a marre ! La nation veut renverser les gouvernements ! Nous voulons de l'électricité !" scandent les manifestants à Tripoli, tout en réclamant de nouvelles élections.

"Nous sommes un pays producteur de pétrole qui a des coupures de courant tous les jours. Cela signifie que le pays est dirigé par des individus corrompus", a déclaré un manifestant.

La situation en Libye est désespérée. En raison de l'impasse politique qui existe, au cours du premier semestre 2022, la production pétrolière de la Libye n'était que de 100 000 à 150 000 barils par jour (bpj), contre plus de 1,2 million bpj l'année dernière !

La méfiance à l'égard de tous les politiciens est une caractéristique commune du mouvement, mais de nombreuses manifestations ont également exprimé un manque de confiance dans les milices armées qui sont engagées dans une guerre civile sanglante depuis 2011 (alimentée et payée par des puissances étrangères), et qui ont mené le pays à la ruine, et jouent de plus en plus un rôle politique.

Il est encore plus intéressant de constater qu'à Tripoli, les masses portaient des signes " X " non seulement sur les politiciens libyens, mais aussi sur l'image de Stéphanie Williams, l'envoyée de l'ONU en Libye.

Le mouvement a traversé les divisions territoriales causées par la guerre civile et fait avancer des revendications communes, de la Tripolitaine à la Cyrénaïque en passant par le Fezzan. Il s'agit d'un mouvement totalement spontané. Comme l'explique le correspondant du journal italien La Repubblica, il "a les caractéristiques d'un nouveau printemps arabe".

La classe dirigeante du monde entier est extrêmement préoccupée. Le secrétaire général de l'ONU, Guterres, a appelé à la "paix" et a exhorté les manifestants à "éviter les actes de violence", condamnant explicitement l'attaque du parlement. Quelle hypocrisie puante !

C'est la même ONU, avec la résolution 1973 en 2011, qui a posé la base légale de l'intervention militaire, exigeant "un cessez-le-feu immédiat" et autorisant les impérialistes à établir une zone d'exclusion aérienne au-dessus du pays.

L'ONU a donné le feu vert pour écraser ce qui était une véritable révolution, liée au printemps arabe de 2011, conduisant à la mise à mort de Kadhafi et à la guerre civile. L'ONU est responsable du cauchemar que vivent les masses libyennes depuis onze ans.

Après l'intervention impérialiste, l'État s'est pratiquement effondré. En tant que nation possédant la neuvième plus grande réserve de pétrole au monde, la Libye est devenue un champ de bataille entre milices et seigneurs de guerre rivaux, tous soutenus par des puissances régionales ou internationales.

Depuis 2015, la confrontation est centrée sur le gouvernement d'entente nationale (GNA) à Tripoli, d'une part, et l'armée nationale libyenne à Tobrouk, d'autre part.

Haftar, le chef de la LNA, a lancé une offensive pour conquérir l'ensemble du pays, mais il a finalement échoué en 2019-20. La LNA est soutenue par l'Égypte, les Émirats arabes unis, la France et la Russie.

La Turquie, soutenue par le Qatar et le reste de la soi-disant "communauté internationale", a été décisive pour arrêter Haftar grâce à l'opération "Tempête de la paix" d'Erdogan.

Le GNA a survécu, mais n'a pas réussi à vaincre Haftar. Des présidents très faibles se sont succédé, tous otages des vetos croisés des milices.

Ces milices ont reçu des millions d'euros de l'Union européenne, et notamment de l'Italie, en échange du contrôle de la mer Méditerranée et de leur prévention de l'immigration "illégal". " De 10 millions en 2020 à 10,5 en 2021. Un total de 32,6 millions a été alloué aux garde-côtes libyens depuis 2017 ; le nombre de millions dépensés par l'Italie pour des missions dans le pays d'Afrique du Nord est passé à 271 millions." Le même rapport d'Oxfam a affirmé **qu'au moins 20.000 immigrants ont disparu en Libye au cours des cinq dernières années !**

Les deux parties ont conclu un accord pour la tenue d'élections présidentielles en décembre dernier, mais celles-ci ont été reportées. La raison ? Outre les deux principaux candidats, Khalifa Haftar et le premier ministre de l'époque, Dbeibah, un troisième parti a fait son apparition : Seif al Islam Kadhafi, le fils du célèbre colonel. L'impasse et le naufrage du pays ont poussé des couches de la population, notamment du Fezzan, à se tourner vers le passé.

À l'époque de Kadhafi, grâce à des réformes très radicales (qui n'ont toutefois pas réussi à rompre avec le capitalisme), les masses avaient au moins de la nourriture et de l'électricité 24 heures sur 24 ! Il n'est donc pas étonnant que certains manifestants aient porté un drapeau vert de l'époque de Kadhafi. C'est le premier pas d'un réveil après une longue hibernation.

Une course à trois sans vainqueur, ou pire, avec Kadhafi gagnant, aurait été trop embarrassante pour l'Occident. Depuis lors, les affrontements à l'intérieur des institutions n'ont cessé de s'intensifier. Fathi Bashagha, le premier ministre nommé en mars par le parlement de Tobrouk, a tenté d'entrer à Tripoli afin de prendre ses fonctions dans la capitale. Il a toutefois été contraint de battre en retraite dans la matinée du 17 mai, après un échange de tirs nourris avec les milices basées à Tripoli.

La situation de crise économique, politique et sociale peut durer indéfiniment. Les milices et le GNA ne reculeront pas car ils savent qu'ils ont le dos couvert. À Tripoli, Erdogan contrôle de plus en plus la vie militaire et politique de la Tripolitaine. En octobre 2020, la Turquie a pris en charge les garde-côtes libyens et a commencé à former leurs équipages, une tâche auparavant assumée par l'Italie. En janvier, la Turquie a prolongé de dix-huit mois le séjour de ses soldats et conseillers militaires, estimés à 7 000, en Libye. Les États-Unis semblaient plus distants, mais la nomination d'une de leurs diplomates, Stéphanie Williams, à la tête de la mission de l'ONU en Libye, montre que Washington souhaite un contrôle plus étroit de la situation.

En ce qui concerne Tobrouk, la candidature de Bashagha a été fortement soutenue par la France. Paris tente de rétablir son influence en Afrique du Nord et de l'Ouest après de nombreux revers (le principal étant son retrait du Mali il y a quelques mois). La Russie a aidé Haftar en lui fournissant du matériel militaire et des avions, et elle a envoyé au moins 100 soldats du groupe Wagner sur le terrain.

Il s'agit d'une guerre par procuration sanglante dans laquelle les puissances régionales testent leur matériel de guerre et leurs forces sur la peau d'une population sans défense, tandis que chaque chef de guerre tente également de jouer son propre jeu, sur la base de sa force militaire. C'est un conflit réactionnaire de tous les côtés.

Ce cauchemar éveillé semblait ne pas avoir de fin, jusqu'à ce que la principale force motrice de l'histoire, les masses, entre en scène le 1er juillet. **Le merveilleux mouvement des travailleurs et des jeunes libyens montre que, même dans les conditions les plus difficiles, les masses peuvent trouver la voie de la lutte collective.**

Les masses dans les rues ont montré qu'elles comprennent très clairement ce dont elles ne veulent pas : tous les politiciens, les milices, l'ONU et les puissances étrangères. Sur la base

de l'expérience de la lutte, elles doivent développer un programme, pour clarifier leurs demandes positives.

Ce qui est nécessaire, c'est le programme de la révolution socialiste, de la Libye à l'ensemble du monde arabe, pour en finir avec ces onze années de barbarie.